

Bernard Rogel : « La Russie est entrée dans une ère d'intimidation »

Par [Nicolas Barotte](#)

Publié le 12/02/2024 dans Le Fogaro

ENTRETIEN - L'ancien chef d'état-major particulier du président Macron partage dans son livre *Un marin à l'Élysée* ses réflexions sur les bouleversements géostratégiques.

L'amiral Bernard Rogel a été chef d'état-major particulier (CEMP) des présidents de la République François Hollande, [puis Emmanuel Macron](#), après avoir été chef d'état-major de la marine. Dans *Un marin à l'Élysée* (Tallandier), il raconte son parcours d'ancien commandant de [sous-marin nucléaire lanceur d'engins \(SNLE\)](#) jusqu'au sommet de l'État.

À découvrir

- [Suivez les informations sur la guerre en Ukraine avec l'application du Figaro](#)

LE FIGARO. - Le poste de CEMP est le plus politique de l'institution militaire. Comment le définir ?

AMIRAL BERNARD ROGEL. - Cette fonction n'est décrite dans aucun texte, elle est ce que le président veut en faire. Le chef d'état-major particulier doit travailler la main dans la main avec les diplomates, être au fait de toutes les crises militaires, sécuritaires et stratégiques dans le monde, être capable de les analyser. Il a aussi un rôle de porte-parole des armées auprès du président. Il est un traducteur du politique vers le militaire et du militaire vers le politique. Enfin, le CEMP joue un rôle dans la mise en œuvre de la chaîne de dissuasion.

À lire aussi [Les confidences de l'amiral Rogel, l'homme des dossiers secrets auprès de Macron](#)

C'est d'ailleurs pour cette raison que le général de Gaulle avait souhaité s'attacher les services d'un chef d'état-major particulier... J'ai côtoyé trois présidents, Jacques Chirac, François Hollande et Emmanuel Macron. Il est essentiel d'avoir une relation de confiance entre le chef de l'État et le CEMP. Elle est nécessaire parce que les discussions engagent la sécurité du pays. L'état-major que le CEMP commande doit rester petit pour être réactif. Il s'agit d'une condition sine qua non dans le monde dans lequel nous vivons, un monde de l'impatience.

La maîtrise du temps est-elle une dimension importante du poste ?

Elle est fondamentale. Il y a aujourd'hui une compression des temps politiques, médiatiques et militaires liée aux technologies de l'information. N'importe quel événement dans le monde peut déclencher une crise très rapidement. Alors il faut

prendre garde à conserver du temps pour l'analyse, malgré l'émotion, et à ne pas se faire manipuler.

En quoi consiste le rôle du CEMP dans le domaine de la dissuasion ?

Je ne vais pas rentrer dans les détails, évidemment. Mais il s'agit de tout ce qui concerne la mise en œuvre des armes nucléaires auprès du président, mais aussi de toute la [réflexion stratégique propre à la dissuasion](#). Le chef d'état-major particulier a un rôle de conseiller. Pour arriver à ce poste, il faut y être préparé. Ayant été commandant de sous-marin nucléaire lanceur d'engins, j'avais beaucoup réfléchi à ces enjeux avant de devenir CEMP.

Le sujet demande-t-il beaucoup de pédagogie auprès des responsables politiques ? Valéry Giscard d'Estaing racontait, après avoir été au pouvoir, les difficultés qu'il aurait eues à mettre en œuvre une frappe nucléaire...

Tout dépend du niveau de réflexion initial. Nos concitoyens doivent être conscients de la responsabilité énorme qui est donnée au chef de l'État. Lorsque le CEMP briefe le président sur la dissuasion, il répond à toutes les questions qui peuvent se poser. La dimension éthique est forcément présente. Emmanuel Macron était parfaitement préparé. Il avait beaucoup réfléchi à cet aspect de sa fonction. Lors de notre première rencontre, je n'ai pas vu ses épaules se voûter.

Quel a été votre propre cheminement sur l'emploi de l'arme nucléaire ?

Il a été long, il a commencé au début de ma carrière, en tant qu'officier missilier dans un SNLE. Parler d'éthique n'empêche pas d'assumer cette capacité à mettre en œuvre, le moment venu et sur ordre du président, cette force effrayante. Dans le concept français, qui est largement partagé dans le monde, les armes nucléaires ne sont pas destinées à être employées. Le but de la dissuasion est d'empêcher la guerre. Certains rétorquent en citant [Hiroshima et Nagasaki](#). C'est le passé. Mais il faut changer de perspective. Le « plus jamais cela » passe par la dissuasion et le fait de faire peser une réponse « inacceptable » pour prévenir la guerre.

Au début de la guerre en Ukraine, [un possible usage par la Russie d'une arme tactique - c'est-à-dire sur le champ de bataille et de moindre puissance](#) - avait été brandi par Moscou. Qu'est-ce que cela avait suscité chez vous ?

Il faut aborder cette question avec le plus grand calme et ne pas se précipiter pour ne pas jouer le jeu de l'adversaire. En observant certaines réactions, je me disais qu'elles tombaient dans le piège de Vladimir Poutine. Le président russe a une relation à la dissuasion un peu différente de la nôtre. Nous, nous ne menaçons personne. Jusqu'à maintenant, l'utilisation d'une arme nucléaire n'était envisagée qu'en cas de légitime défense extrême. Mais la Russie, depuis les années 2000, est entrée dans une ère de dissuasion et d'intimidation.

À lire aussi [En Russie, Vladimir Poutine aborde sa réélection sans opposants](#)

Le message de Poutine, tel que je le comprends, était de dire : « *N'oubliez pas que je suis une puissance nucléaire...* » Pourquoi ? Parce qu'il a en face de lui l'Otan, qui dispose d'une force conventionnelle supérieure à la sienne. Son jeu est évidemment

dangereux. Non pas parce qu'on déclencherait une guerre demain, mais parce qu'il donne des arguments à ceux qui voudraient acquérir l'arme nucléaire.

Vous dites que les cinq États dotés de l'arme nucléaire « *connaissent le langage de la dissuasion* » (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France). Qu'en est-il des autres ? De la Corée du Nord ? Ou de l'Iran, qui se trouve au seuil nucléaire ?

Le nucléaire rend sage, disent certains auteurs. Le but des autocrates n'est pas d'être anéantis. Alors, on peut les amener à un langage dissuasif. Il faut leur faire comprendre que les armes nucléaires ne sont pas des armes de bataille. Les Occidentaux pratiquent la dissuasion dans le cadre du traité de non-prolifération (TNP), qui comporte trois pieds : le désarmement, l'accès au nucléaire à des fins pacifiques et la non-prolifération. La multiplication des États dotés fragilise ce traité avec un risque d'effet domino incontrôlable.

Durant votre carrière, vous avez pu constater la dégradation sécuritaire du monde, avec un point de bascule en 2014 lorsque la Russie annexe la Crimée. Quel regret avez-vous vis-à-vis de la réaction occidentale ?

En 2013, beaucoup de monde était encore dans l'assoupissement stratégique. Le livre blanc de cette époque a fait perdre beaucoup de capacités à l'armée française. Nous n'avions pas pris assez conscience de la rapidité avec laquelle le monde stratégique évoluait. En 2013, nous avions pourtant des clés. Le monde se réarmait. Mais l'ambiance générale était de dire qu'on avait le temps... À force d'arrogance, à se croire supérieurs militairement, nous étions devenus aveugles. En 2017, le président a pris la décision d'arrêter l'érosion des forces. Nous n'avons perdu que quatre ans, mais le monde avait déjà changé. Le bouleversement est stratégique, social, sociétal, technologique. Cela est compliqué à faire comprendre. Mais tous les virages ont été pris.